

Unité inter-départementale
de la Haute-Garonne et de l'Ariège
Subdivision environnement industriel ENV4

Colomiers, le 10/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



SUEZ RV OSIS SUD EST

8, impasse Didier Daurat
31400 TOULOUSE

Références : 2022-464

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/05/2022 dans l'établissement SUEZ RV OSIS SUD EST implanté 8, impasse Didier Daurat 31400 TOULOUSE. L'inspection a été annoncée le 30/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite pour ce site d'un an. L'inspection a pour objet de vérifier par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation ICPE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV OSIS SUD EST
- 8, impasse Didier Daurat 31400 TOULOUSE
- Code AIOT dans GUN : 0006802340
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société SARP OSIS SUD EST exploite à Toulouse une installation de regroupement de déchets dangereux liquides avant transfert vers les filières de traitement et de valorisation ainsi qu'une installation de traitement des eaux souillées aux hydrocarbures. Au titre des ICPE, elle est autorisée et réglementée par l'arrêté préfectoral (AP) du 21 juillet 2017.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les suites données à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 05 mai 2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
situation administrative	AP Complémentaire du 21/07/2017, article chapitre 1.3	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Etat des matières stockées-dispositions spécifiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Sans objet
Conformité au dossier de demande d'autorisation	AP Complémentaire du 21/07/2017, article chapitre 1.3	/	Sans objet
Quantité de déchets stockés autorisés	AP Complémentaire du 21/07/2017, article article 1.2.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
mélange de déchets	AP de Mise en Demeure du 05/05/2021, article 1	/	Sans objet
Stockage des boues et terres polluées	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VII.g de l'annexe 3.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté :

- 1 fait conforme en lien avec les prescriptions rappelées par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 05 mai 2021 relatif aux mélanges des déchets dangereux de catégories différentes, de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances/matières/produits. Suite au dossier de demande d'autorisation de mélanges transmis par l'exploitant en août 2021, les prescriptions de l'article 1er de la mise en demeure du 05 mai 2021 sont respectées,

- 1 fait conforme en lien avec les prescriptions rappelées par l'arrêté ministériel du 17/12/2019, article VII.g de l'annexe 3.1 relatif aux couvertures des stockages des boues et terres polluées, qui avait fait l'objet d'une observation lors de la précédente visite d'inspection, cette prescription est désormais respectée,

-3 faits susceptibles de suites en lien avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 juillet 2017, et 1 fait susceptible de suites en lien les prescriptions de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010. Il s'agit de faits pour lesquels des éléments démontrant la conformité des installations sont attendus de la part de l'exploitant.

Lors de la réunion de clôture de l'inspection, l'exploitant a été informé des suites administratives susceptibles d'être données.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : mélange de déchets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/05/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, mélange
Prescription contrôlée : La société Suez RV Osis Sud-Est, exploitant une installation de traitement et de regroupement de déchets liquides dangereux, impasse Didier Daurat à Toulouse, est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté : Article 5.1.5. deuxième alinéa de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2017 susvisé qui dispose « Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits. »
Constats : Conformément à l'article D.541-12-2 du code de l'environnement, l'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance (PAC) afin de solliciter l'autorisation de procéder aux mélanges prévus au premier alinéa de l'article L. 541-7-2 du code de l'environnement auprès du préfet le 08 aout 2021. L'inspection considère que l'exploitant a transmis tous les éléments de justification nécessaire conformément aux articles D.541-12-1 à D. 541-12-3 du code de l'environnement. Par conséquent, la prescription rappelée par l'arrêté de mise en demeure est respectée. Le dossier est en cours d'instruction, un projet d'arrêté complémentaire actant cette autorisation sera proposé ultérieurement.
Observations : -
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/07/2017, article chapitre 1.3
Thème(s) : Situation administrative, situation administrative
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.
Constats : Il a été constaté que l'exploitant entrepose des biodéchets (des graisses alimentaires) sur son site. Cette nouvelle activité relève de la rubrique 2716 " <i>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1.</i> ", pour laquelle l'exploitant ne dispose pas d'une autorisation administrative. Le volume de graisses alimentaires susceptible d'être présent dans l'installation pourrait dépasser le seuil de l'enregistrement. Ainsi, l'exploitant transmettra un dossier de porter à connaissance (PAC) et en fonction du régime de l'installation projetée si il dépasse en lui-même le seuil de l'enregistrement de la rubrique 2716, ce dernier sera également accompagné d'une demande d'examen au cas par cas, selon la procédure qui sera à appliquer (cf. note du 20 décembre 2021 relative aux modifications des installations classées pour la protection de l'environnement).
Observations :-
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Etat des matières stockées-dispositions spécifiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées-dispositions spécifiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p> <p>Constats : L'exploitant dispose un état des stocks des déchets stockés comme prévu à l'alinéa 1 de l'article indiqué ci-dessus.</p> <p>Le jour de la visite l'exploitant a déclaré qu'il y avait sur son site :</p> <ul style="list-style-type: none">-17 m3 de concentré d'hydrocarbures (sortie process),-25 m3 de boues hydrocarburées (idem),-30 m3 d'eaux en attente de traitement,-15 m3 d'eaux et d'hydrocarbures dans le process,-52 m3 de résidus aqueux. <p>Or, l'état des matières stockées n'est pas mis à jour de manière hebdomadaire comme prévu dans l'alinéa 2 de l'article susvisé.</p>
Observations :-
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conformité au dossier de demande d'autorisation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/07/2017, article chapitre 1.3
Thème(s) : Risques chroniques, résidus aqueux souillés
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.
Constats : Les résidus aqueux souillés aux peintures, huiles ou hydrocarbures sont regroupés dans : -2 cuves de 30 t (point éclair haut) ; -1 cuve de 30 t (point éclair bas, < à 55°C). Après leur réception sur le site selon les procédures d'admission, les déchets aqueux sont mélangés lors de leur regroupement dans les trois cuves extérieures de stockages de 30 tonnes dédiées, selon leur point éclair. Ainsi les mesures doivent être réalisées et enregistrées dans un registre dédié : avec la mesure du point éclair (< ou > à 55°). De plus, le PAC déposé en août 2021 indique que cette mesure du point éclair est complétée avec la mesure du pH. Or, il a été constaté lors d'une livraison d'une citerne que les mesures de point éclair sont réalisées mais non enregistrées. De plus, la mesure du pH n'est jamais réalisée. L'exploitant s'interroge sur la pertinence de faire la mesure de ce paramètre sachant que les produits réceptionnés présentent le même état physique.
Observations : -
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Stockage des boues et terres polluées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VII.g de l'annexe 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Couvertures
Prescription contrôlée : Couverture des zones de stockage et de traitement des déchets Les déchets dangereux ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol sont stockés et traités dans des espaces couverts. L'applicabilité peut être limitée lorsque les zones de stockage et de traitement sont supérieures à 100 m².
Constats : Il a été constaté que la zone de stockage des boues et terres polluées issues des déchets de séparateurs d'hydrocarbures est désormais couverte.
Observations : --
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Quantité de déchets stockés autorisés

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/07/2017, article article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, quantité de déchets stockés
Prescription contrôlée : Rubriques 2718 et 3510 Résidus aqueux souillés aux peintures, huiles ou hydrocarbures regroupés dans : * 2 cuves de 30t (point éclair haut) * 1 cuve de 30t (point éclair bas) Déchets hydrocarbonés issus d'installations pétrolières et séparateurs d'hydrocarbures avant traitement dans une fosse de 50 t. Total des déchets stockés : 140t
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection les quantités de déchets présentes le jour de l'inspection de l'ordre de 139 m3. Cependant l'exploitant n'a pas été en mesure de donner les quantités de déchets stockés en tonnes sur le site afin de savoir si l'exploitant respecte les capacités autorisées. L'exploitant transmettra à l'inspection un état des stocks en tonnes.
Observations : -
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet